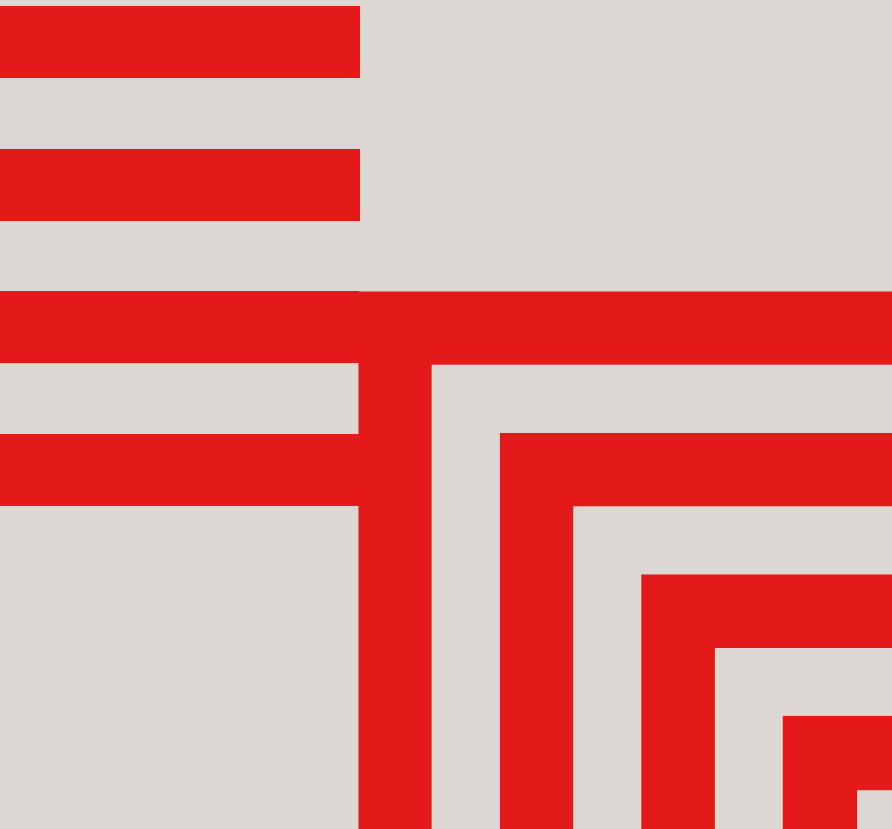


Déclaration d'indépendance de la République Catalane

**Approuvée par le
Parlement de Catalogne
le 27 octobre 2017**



Déclaration d'indépendance de la République Catalane

**Approuvée par le
Parlement de Catalogne
le 27 octobre 2017**



Aquesta és la primera publicació del Consell per la República Catalana que s'ha editat el 23 d'abril de 2021 en motiu de la Diada de Sant Jordi.

Publicacions del Consell per la República Catalana

© d'aquesta edició: Consell per la República Catalana

Col·lecció: Publicacions del Consell per la República Catalana, núm. 1

Traducció: Floriane Bardini i Christelle Dauvergne

Idioma: Francès / Français

Disseny i maquetació: Consell per la República Catalana



Aquesta obra ha estat editada pel Consell per la República Catalana. L'ús dels continguts d'aquesta obra està subjecte a una llicència de Reconeixement – No Comercial – Sense Obra Derivada (by-nc-nd) de Creative Commons. Se'n permet la reproducció, distribució i comunicació pública sempre i quan no sigui per a usos lucratius i no es modifiqui el contingut de l'obra. Per veure una còpia de la llicència, visiteu <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.ca>

Sommaire

Le Bureau du Parlement	4
Propositions de résolution	5
Proposition de résolution n° 1	5
Déclaration des représentants de la Catalogne.....	5
Proposition de résolution	9
Proposition de résolution n° 2	13
Processus constituant.....	13
Facsimilé	15

Déclaration d'indépendance de la République Catalane
Approuvée par le Parlement de Catalogne le 27 octobre 2017

Le Bureau du Parlement

Lluís M. Corominas i Díaz, président du groupe parlementaire de Junts pel Sí (Ensemble pour le oui), Marta Rovira i Vergés, porte-parole du groupe parlementaire de Junts pel Sí, Mireia Boya e Busquet, présidente du groupe parlementaire de la Candidatura d'Unitat Popular - Crida Constituent (Candidature d'unité populaire - Appel constituant), Anna Gabriel i Sabaté, porte-parole du groupe parlementaire de la Candidatura d'Unitat Popular-Crida Constituent, conformément aux articles 151 et 152 du règlement du Parlement, présentent les propositions de résolution suivantes consécutives au débat général sur l'application de l'article 155 de la Constitution espagnole en Catalogne et sur ses effets éventuels (procédure 255-00004/11).

Propositions de résolution

Proposition de résolution n° 1

Déclaration des représentants de la Catalogne

Le 10 octobre dernier, les députés des groupes parlementaires de Junts pel Sí et de la CUP - Crida Constituent ont signé la déclaration suivante :

Déclaration des représentants de la Catalogne

« Au peuple de Catalogne et à tous les peuples du monde,

La justice et les droits humains individuels et collectifs intrinsèques, fondements essentiels qui donnent la légitimité historique et la tradition juridique et institutionnelle de la Catalogne, sont la base de la constitution de la République catalane.

La nation catalane, sa langue et sa culture ont mille ans d'histoire. Pendant des siècles, la Catalogne a été dotée et a bénéficié de ses propres institutions qui ont exercé l'autonomie avec plénitude, avec la Generalitat comme la plus grande expression des droits historiques de la Catalogne.

Le parlementarisme a été, pendant les périodes de liberté, la colonne vertébrale sur laquelle ces institutions ont été soutenues, il a été canalisé par les "Cortes catalans" et a été cristallisé dans les Constitutions de Catalogne.

La Catalogne restaure aujourd'hui sa pleine souveraineté, perdue et largement attendue depuis des décennies lors d'une coexistence institutionnelle honnête et loyale avec les peuples de la péninsule Ibérique.

Depuis l'adoption de la Constitution espagnole de 1978, la politique catalane a joué un rôle clé avec une attitude exemplaire, loyale et démocratique à l'égard de l'Espagne et un sens pro-

fond de l'Etat. L'Espagne a répondu à cette allégeance en refusant la reconnaissance de la Catalogne en tant que nation ; et a accordé une autonomie limitée, plus administrative que politique et a provoqué un processus de recentralisation ; un traitement économique profondément injuste et une discrimination linguistique et culturelle.

Le statut d'autonomie, approuvé par le Parlement et le Congrès et approuvé par la citoyenneté catalane, devrait constituer le nouveau cadre stable et durable des relations bilatérales entre la Catalogne et l'Espagne. Mais c'était un accord politique brisé par la décision de la Cour constitutionnelle et qui a fait émerger de nouvelles plaintes des citoyens.

Reprenant les demandes d'une grande majorité de citoyens de Catalogne, le Parlement, le gouvernement et la société civile ont demandé à plusieurs reprises à l'état espagnol la tenue d'un référendum sur l'autodétermination. Devant la constatation les institutions de l'Etat ont rejeté toutes les négociations, elles ont violé le principe de démocratie et d'autonomie et ont ignoré les mécanismes juridiques prévus par la Constitution, la Generalitat de Catalogne a organisé un référendum pour l'exercice du droit à l'autodétermination reconnu en droit international.

L'organisation et la célébration du référendum ont conduit à la suspension de l'autonomie gouvernementale en Catalogne et à l'application de fait de l'état d'urgence. Les opérations policières brutales de caractère et de style militaires orchestré par l'Espagne contre les citoyens catalan ont touché, en de multiples occasions répétées, leurs libertés civiles et politiques et les principes des droits de l'homme, et a contrevenu aux accords internationaux signés et ratifiés par l'Etat espagnol.

Des milliers de personnes, parmi lesquelles des centaines d'élus, institutionnels et professionnels du secteur des com-

munications, l'administration et la société civile ont été surveillées, détenues, frappées, interrogées et menacées par de sévères peines de prison.

Les institutions espagnoles, qui doivent rester neutres, protéger les droits fondamentaux et arbitrer le conflit politique, sont devenues une partie et un instrument de ces attaques et ont laissé les citoyens de Catalogne sans protection. Malgré la violence et la répression visant à empêcher un processus démocratique et pacifique, les citoyens de Catalogne ont voté majoritairement en faveur de la constitution de la République catalane.

La Constitution de la République catalane se fonde sur la nécessité de protéger la liberté, la sécurité et la coexistence de tous les citoyens de la Catalogne et d'avancer vers un Etat de droit et une démocratie de meilleure qualité et répond à l'interdiction de la part de l'Etat espagnol de rendre effectif le droit à l'autodétermination des peuples.

Le peuple de Catalogne est l'amant du droit, et du respect de la loi est et sera l'une des pierres angulaires de la République.

L'Etat catalan remplira toutes les dispositions conformes à la présente Déclaration et garantira le maintien de la sécurité juridique et le maintien des accords de l'esprit fondateur de la République catalane.

La constitution de la République est une main tendue au dialogue. Conformément à la tradition catalane, nous maintenons notre engagement en faveur de l'accord comme moyen de résoudre les conflits politiques. De même, nous réaffirmons notre fraternité et notre solidarité avec le reste des peuples du monde et en particulier avec ceux avec lesquels nous partageons la langue et la culture et la région euro-méditerranéenne pour la défense des libertés individuelles et collectives.

La République catalane est une opportunité pour corriger les déficits démocratiques et sociaux actuels et de construire une

société plus prospère, plus juste, plus sûre, plus durable et plus solidaire. En vertu de tout ce qui vient d'être exposé, nous, représentants démocratiques du peuple de Catalogne, dans le libre exercice du droit à l'autodétermination et conformément au mandat reçu des citoyens de Catalogne,

NOUS CONSTITUONS la République Catalane, en tant qu'État indépendant et souverain, de droit, démocratique et social.

NOUS METTONS EN VIGUEUR la loi de transition juridique et fondamentale de la République.

NOUS INITIONS le processus constitutif, démocratique, citoyen, transversal, participatif et contraignant.

NOUS AFFIRMONS la volonté d'ouvrir des négociations avec l'Espagne, sans conditions préalables, visant à établir un système de collaboration au bénéfice des deux parties. Les négociations doivent nécessairement être sur un pied d'égalité.

NOUS PORTONS A LA CONNAISSANCE de la communauté internationale et des autorités de l'Union européenne la constitution de la République catalane et la proposition de négociations avec l'Espagne.

NOUS DEMANDONS instamment à la communauté internationale et aux autorités de l'Union européenne d'intervenir pour mettre fin à la violation continue des droits civils et politiques et de suivre le processus de négociation avec l'État espagnol et d'être témoins.

NOUS MANIFESTONS le désir de construire un projet européen qui renforce les droits sociaux et démocratiques des citoyens ainsi que l'engagement à continuer à appliquer les normes de l'ordre juridique de l'Union européenne et celles de l'Espagne et de la Catalogne autonome qui transposent cette norme.

NOUS AFFIRMONS que la Catalogne a le désir sans équivoque de s'intégrer le plus rapidement possible à la communauté internationale. Le nouvel Etat s'engage à respecter les obligations internationales actuellement appliquées sur son territoire et à continuer à faire partie des traités internationaux auxquels le Royaume d'Espagne est partie prenante.

NOUS APPELONS les États et les organisations internationales à reconnaître la République catalane comme un État indépendant et souverain.

NOUS DEMANDONS au Gouvernement de la Generalitat de prendre les mesures nécessaires pour rendre possible la pleine réalisation de cette déclaration d'indépendance et des dispositions de la loi de transition juridique et fondamentale de la République.

NOUS APPELONS chacun des citoyens de la République catalane à nous rendre dignes de la liberté que nous avons donnée et à construire un Etat qui se traduit par des actions et en conduite des inspirations collectives. »

NOUS ASSUMONS le mandat du peuple de la Catalogne, exprimé lors du référendum d'autodétermination du 1er octobre et nous déclarons que la Catalogne devient un État indépendant prenant la forme d'une République.

Proposition de résolution

le Parlement de Catalogne rejette l'accord du conseil des ministres de l'État espagnol proposant au Sénat espagnol les mesures visant à concrétiser les dispositions de l'article 155 de la Constitution espagnole. Les mesures proposées, en dehors de l'actuel cadre juridique, impliquent l'élimination du gouvernement autonome de Catalogne. En effet, ces mesures qui placent le gouvernement de l'État espagnol en position de substitut et de censeur du Parlement de Catalogne sont non

seulement inacceptables mais constituent une attaque sans précédent à la démocratie au cours des 40 dernières années.

Nous avons proposé dialogue et négociation et on nous a répondu avec l'article 155 de la Constitution et la suppression du gouvernement autonome : une réponse dont l'impact politique est comparable à la violence utilisée pour empêcher le référendum du 1er octobre [2017].

Le Parlement invite le gouvernement à adopter toutes les résolutions nécessaires à l'application de la loi à caractère juridique transitoire et fondatrice de la République et, en particulier, à :

- promulguer les décrets nécessaires, en dotant notamment en personnel et en moyens les services administratifs chargés de l'émission des documents justificatifs de la nationalité catalane ;
- fixer la procédure en vue d'acquérir la nationalité catalane, sur le fondement de ce qui est prévu à l'article 8 et dans la deuxième disposition finale ;
- promouvoir la signature d'un traité de double nationalité avec le gouvernement du Royaume d'Espagne, conformément à l'article 9 ;
- approuver, conformément à l'article 12.1, les dispositions nécessaires à l'adaptation, la modification et l'inapplication du droit local, régional et national en vigueur avant l'entrée en vigueur de la loi à caractère juridique transitoire et fondatrice de la République ;
- approuver, conformément à l'article 12.3, les décrets nécessaires afin de récupérer et de restituer l'efficacité de la législation antérieure aux différents actes juridiques annulés ou suspendus par le Tribunal Constitutionnel et par d'autres juridictions [espagnoles], en mettant notamment l'accent sur la législation régissant les impôts et la fiscalité, ainsi que sur celle visant à lutter contre la pauvreté et l'inégalité sociale ;

- promouvoir la reconnaissance de la République catalane auprès de tous les États et institutions ;
- établir, moyennant la procédure adéquate et conformément à l'article 15, la liste des traités internationaux qui continueront de s'appliquer et ceux dont l'application sera écartée ;
- établir, conformément à l'article 17, le régime d'intégration à l'administration du gouvernement de la Catalogne, sauf renonciation expresse des personnes concernées, des fonctionnaires de l'État espagnol qui étaient jusqu'à cette date affectés au service de l'administration générale de la Catalogne, de l'administration locale de la Catalogne, des universités catalanes, de l'administration de la justice, de l'administration institutionnelle de l'État en Catalogne, ainsi que des fonctionnaires de l'État espagnol de nationalité catalane affectés à un service en dehors de la Catalogne ;
- informer le Parlement de la liste des contrats, conventions et accords dans lesquels la République catalane est subrogée, conformément à l'article 19 ;
- promouvoir un accord avec l'État espagnol pour l'intégration du personnel et la subrogation des contrats prévus aux paragraphes IV et V, conformément à l'article 20 ;
- décider toute mesure appropriée et adopter les mesures nécessaires à l'exercice des pouvoirs en matière fiscale, de sécurité sociale, douanière et cadastrale, conformément aux dispositions des articles 80, 81, 82 et 83, en fixant, le cas échéant, les délais de transfert de compétences entre administrations, indispensables au bon fonctionnement du service public ;
- promouvoir les actions et les mesures législatives nécessaires à la création d'une banque publique de développement au service de l'économie productive ;
- promouvoir les actions et les mesures législatives nécessaires à la création d'une Banque de Catalogne assumant les

fonctions de banque centrale et de garante de la stabilité du système financier ;

- promouvoir les actions et les mesures législatives nécessaires à la création des autres autorités de régulation, avec les fonctions qui leur sont inhérentes ;
- ouvrir une période de négociations avec l'État espagnol, conformément à l'article 82, afin de fixer, le cas échéant et au moyen d'un accord, le niveau de la succession de l'État catalan dans les droits et obligations à caractère économique et financier assumés par le Royaume d'Espagne ;
- dresser un inventaire des biens appartenant à l'État espagnol, situés sur le territoire national de la Catalogne, afin de mettre en œuvre le transfert de propriété à l'État catalan, conformément à l'article 20 ;
- élaborer une proposition de répartition des actifs et des passifs entre le Royaume d'Espagne et la République de Catalogne, basée sur des standards internationaux, en ouvrant une période de négociation entre les représentants des deux États et en soumettant l'accord à l'approbation du Parlement de Catalogne, le cas échéant.

Le Parlement ouvre une enquête pour déterminer les responsabilités du gouvernement de l'État espagnol, de ses institutions et des organes qui en dépendent, dans la commission de délits en rapport avec la violation des droits fondamentaux, des droits individuels et collectifs, visant à empêcher les citoyens de Catalogne d'exercer leur droit de vote le 1er octobre [2017].

Ladite commission d'enquête sera composée de députés de l'arc parlementaire et de personnes expertes nationales et internationales, de membres de l'Office catalan antifraude, du médiateur catalan, du barreau catalan et de représentants d'organismes de défense des droits humains, en veillant à ce que les organisations internationales y soient représentées.

Proposition de résolution n° 2

Processus constituant

Le Parlement de Catalogne décrète :

l'ouverture du processus constituant et

demande au gouvernement de la Catalogne de :

a) activer sans délai toutes les ressources humaines, publiques et sociales ainsi que les moyens matériels à sa disposition pour garantir le processus constituant démocratique, citoyen, transversal, participatif et contraignant, lequel doit aboutir à la rédaction et à l'approbation de la Constitution de la République par le Parlement réuni en assemblée constituante à la suite d'élections constituanes ;

b) constituer, sous quinze jours, le Comité consultatif du processus constituant chargé du conseil lors de la phase de délibération constituante menée par la société civile organisée ;

c) convoquer, publier et exécuter la phase de décision du processus constituant, en recueillant les propositions systématées du Forum social constituant afin de les soumettre à une consultation citoyenne dont le résultat sera contraignant pour le Parlement réuni en assemblée constituante à la suite d'élections constituanes ;

d) convoquer des élections constituanes une fois toutes les phases du processus constituant abouties.

Encourager tous les agents civiques et sociaux afin qu'ils constituent, dans le délai d'un mois, la plateforme en faveur du processus constituant ou Pacte national pour le processus constituant.

Constituer, sous quinze jours, la Commission parlementaire de suivi du processus constituant, dans le but de protéger, sans interférer, le travail de la plateforme en faveur dudit processus, en garantissant le déploiement de ses travaux et en respectant le délai d'un semestre tel que fixé légalement pour son bon déroulement et ses conclusions.

Encourager les mairies à promouvoir des débats constitutants au niveau local ainsi qu'à favoriser la participation de la société civile, en mettant à disposition les ressources et les locaux nécessaires au bon déroulement du débat citoyen.

Palais du Parlement, le 27 octobre 2017

Lluís M. Corominas i Díaz

Président du GP JS

Marta Rovira i Vergés

Porte-parole du GP JS

Mireia Boya e Busquet

Présidente du GP CUP-CC

Anna Gabriel i Sabaté

Porte-parole du GP CUP-CC

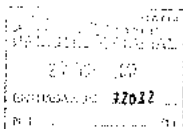
Copie



PARLAMENT DE CATALUNYA

Ref.: 255LCO271017C00G3

10-173 N



255-00004/11

A LA MESA DEL PARLAMENT

Lluís M. Corominas i Díaz, president del Grup Parlamentari de Junts pel Sí, Marta Rovira i Vergés, portaveu del Grup Parlamentari de Junts pel Sí, Mireia Boya e Busquet, presidenta del Grup Parlamentari de la Candidatura d'Unitat Popular - Crida Constituent, Anna Gabriel i Sabaté, portaveu del Grup Parlamentari de la Candidatura d'Unitat Popular - Crida Constituent, d'acord amb el que estableixen els articles 151 i 152 del Reglament del Parlament, presenten les següents propostes de resolució subsegüents al Debat general sobre l'aplicació de l'article 155 de la Constitució espanyola a Catalunya i els seus possibles efectes (tram. 255-00004/11).

PROPOSTES DE RESOLUCIÓ

Proposta de resolució 1

Declaració dels representants de Catalunya

Els diputats del Grup Parlamentari de Junts pel Sí i la CUP-Crida Constituent van signar el propassat 10 d'octubre al Parlament de Catalunya la següent:

DECLARACIÓ DELS REPRESENTANTS DE CATALUNYA

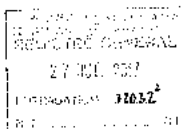
Al poble de Catalunya i a tots els pobles del món.

La justícia i els drets humans individuals i col·lectius intrínsecs, fonaments irrenunciables que donen sentit a la legitimitat històrica i a la tradició jurídica i institucional de Catalunya, són la base de la constitució de la República catalana.

Mostr.: 255 Propostes de resolució subsegüents al debat general L. i. P. e



PARLAMENT DE CATALUNYA



La nació catalana, la seva llengua i la seva cultura tenen mil anys d'història. Durant segles, Catalunya s'ha dotat i ha gaudit d'institucions pròpies que han exercit l'autogovern amb plenitud, amb la Generalitat com a màxima expressió dels drets històrics de Catalunya. El parlamentarisme ha estat, durant els períodes de llibertat, la columna sobre la qual s'han sustentat aquestes institucions, s'ha canalitzat a través de les Corts Catalanes i i ha cristal·litzat en les Constitucions de Catalunya.

Catalunya restaura avui la seva plena sobirania, perduda i llargament anhelada, després de dècades d'intentar, honestament i lleialment, la convivència institucional amb els pobles de la península ibèrica.

Des de l'aprovació de la Constitució espanyola de 1978, la política catalana ha tingut un paper clau amb una actitud exemplar, lleial i democràtica envers Espanya, i amb un profund sentit d'Estat.

L'Estat espanyol ha respost a aquesta lleialtat amb la denegació del reconeixement de Catalunya com a nació; i ha concedit una autonomia limitada, més administrativa que política i en procés de recentralització; un tractament econòmic profundament injust i una discriminació lingüística i cultural.

L'Estatut d'Autonomia, aprovat pel Parlament i el Congrés, i referendat per la ciutadania catalana, havia de ser el nou marc estable i durador de relació bilateral entre Catalunya i Espanya. Però va ser un acord polític trencat per la sentència del Tribunal Constitucional i que fa emergir noves reclamacions ciutadanes.

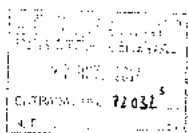
Recollint les demandes d'una gran majoria de ciutadans de Catalunya, el Parlament, el Govern i la societat civil han demanat repetidament acordar la celebració d'un referèndum d'autodeterminació.

Davant la constatació que les institucions de l'Estat han rebutjat tota negociació, han violentat el principi de democràcia i autonomia, i han ignorat els mecanismes legals disponibles a la Constitució, la Generalitat de Catalunya ha convocat un referèndum per a l'exercici del dret a l'autodeterminació reconegut en el dret internacional.

L'organització i celebració del referèndum ha comportat la suspensió de l'autogovern de Catalunya i l'aplicació de facto de l'estat d'excepció.



PARLAMENT DE CATALUNYA



La brutal operació policial de caire i estil militar orquestrada per l'estat espanyol contra ciutadans catalans ha vulnerat, en moltes i repetides ocasions, les seves llibertats civils i polítiques i els principis dels Drets Humans, i ha contravengut els acords internacionals signats i ratificats per l'Estat espanyol.

Milers de persones, entre les quals hi ha centenars de càrrecs electes i institucionals i professionals vinculats al sector de la comunicació, l'administració i la societat civil, han estat investigades, detingudes, querellades, interrogades i amenaçades amb dures penes de presó.

Les institucions espanyoles, que haurien de romandre neutrals, protegir els drets fonamentals i arbitrar davant del conflicte polític, han esdevingut part i instrument d'aquests atacs i han deixat indefensa la ciutadania de Catalunya.

Malgrat la violència i la repressió per intentar impedir la celebració d'un procés democràtic i pacífic, els ciutadans de Catalunya han votat majoritàriament a favor de la constitució de la República catalana.

La constitució de la República catalana es fonamenta en la necessitat de protegir la llibertat, la seguretat i la convivència de tots els ciutadans de Catalunya i d'avançar cap a un Estat de dret i una democràcia de més qualitat, i respon a l'impediment per part de l'estat espanyol de fer efectiu el dret a l'autodeterminació dels pobles.

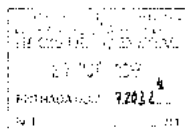
El poble de Catalunya és amant del dret, i el respecte a la llei és i serà una de les pedres angulars de la República. L'estat català acatarà i farà complir legalment totes les disposicions que conformen aquesta declaració i garanteix que la seguretat jurídica i el manteniment dels acords subscrits formarà part de l'esperit fundacional de la República catalana.

La constitució de la República és una mà estesa al diàleg. Fent honor a la tradició catalana del pacte, mantenim el nostre compromís amb l'acord com a forma de resoldre els conflictes polítics. Alhora, reafirmem la nostra fraternitat i solidaritat amb la resta de

pobles del món i, en especial, amb aquells amb qui compartim llengua i cultura i la regió euromediterrània en defensa de les llibertats individuals i col·lectives.



PARLAMENT DE CATALUNYA



La República catalana és una oportunitat per corregir els actuals déficits democràtics i socials i bastir una societat més pròspera, més justa, més segura, més sostenible i més solidària.

En virtut de tot el que s'acaba d'exposar, nosaltres, representants democràtics del poble de Catalunya, en el lliure exercici del dret d'autodeterminació, i d'acord amb el mandat rebut de la ciutadania de Catalunya,

CONSTITUÏM la República catalana, com a Estat independent i sobirà, de dret, democràtic i social.

DISPOSEM l'entrada en vigor de la Llei de transitorietat jurídica i fundacional de la República.

INICIEM el procés constituent, democràtic, de base ciutadana, transversal, participatiu i vinculant.

AFIRMEM la voluntat d'obrir negociacions amb l'estat espanyol, sense condicionants previs, adreçades a establir un règim de col·laboració en benefici de les dues parts. Les negociacions hauran de ser, necessàriament, en peu d'igualtat.

POSEM EN CONEIXEMENT de la comunitat internacional i les autoritats de la Unió Europea la constitució de la República catalana i la proposta de negociacions amb l'estat espanyol.

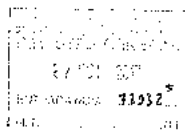
INSTEM a la comunitat internacional i les autoritats de la Unió Europea a intervenir per aturar la violació de drets civils i polítics en curs, i a fer el seguiment del procés negociador amb l'Estat espanyol i ser-ne testimonis.

MANIFESTEM la voluntat de construcció d'un projecte europeu que reforci els drets socials i democràtics de la ciutadania, així com el compromís de continuar aplicant, sense solució de continuïtat i de manera unilateral, les normes de l'ordenament jurídic de la Unió Europea i les de l'ordenament de l'estat espanyol i de l'autonòmic català que transposen aquesta normativa.

AFIRMEM que Catalunya té la voluntat inequívoca d'integrar-se tan ràpidament com sigui possible a la comunitat internacional. El nou Estat es compromet a respectar les



PARLAMENT DE CATALUNYA



obligacions internacionals que s'apliquen actualment en el seu territori i a continuar sent part dels tractats internacionals dels quals és part el Regne d'Espanya.

APEL·LEM als Estats i a les organitzacions internacionals a reconèixer la República catalana com Estat independent i sobirà.

INSTEM al Govern de la Generalitat a adoptar les mesures necessàries per fer possible la plena efectivitat d'aquesta Declaració d'indépendència i de les previsions de la Llei de transitorietat jurídica i fundacional de la República.

FEM una crida a tots i cadascun dels ciutadans i ciutadanes de la República catalana a fer-nos dignes de la llibertat que ens hem donat i a construir un Estat que tradueixi en acció i conducta les inspiracions col·lectives.

ASSUMIM el mandat del poble de Catalunya expressat en el Referèndum d'Autodeterminació de l'1 d'octubre i declarem que Catalunya esdevé un estat independent en forma de República.

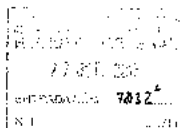
PROPOSTA DE RESOLUCIÓ

El Parlament de Catalunya expressa el seu rebuig a l'acord del Consell de Ministres de l'Estat espanyol proposant al Senat de l'Estat Espanyol les mesures per a concretar el que disposa l'article 155 de la Constitució Espanyola. Les mesures proposades, al marge del propi estament jurídic actual, suposen l'eliminació de l'autogovern de Catalunya. Alhora situen al Govern de l'Estat espanyol com a substitut del Govern de la Generalitat i censor del Parlament de Catalunya, una mesura que no tan sols no es pot acceptar sinó que és un atac a la democràcia sense precedents en els darrers 40 anys.

Hem ofert negociació i diàleg i ens han contestat amb l'article 155 de la Constitució i l'eliminació de l'autogovern: la resposta ha estat d'una contundència política similar a l'ús de la força del dia 1 d'octubre.



PARLAMENT DE CATALUNYA

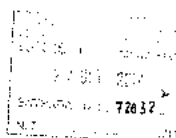


El Parlament acorda, instar el Govern a dictar totes les resolucions necessàries per al desenvolupament de la Llei de transitorietat jurídica i fundacional de la República i en especial:

- A promulgar els Decrets necessaris, dotant personal i materialment els serveis administratius presos per a l'expedició a la ciutadania dels documents acreditatius de la nacional catalana.
- A establir la regulació del procediment per a l'adquisició de la nacionalitat catalana, per raó dels supòsits previstos en l'article 8 i la disposició final segona.
- A impulsar la subscripció d'un tractat de doble nacionalitat amb el govern del regne d'Espanya, de conformitat amb l'article 9.
- A dictar, de conformitat amb l'article 12.1, les disposicions necessàries per a l'adaptació, modificació, i inaplicació del dret local, autonòmic i estatal vigent abans de l'entrada en vigor de la Llei de transitorietat jurídica i fundacional de la República.
- A dictar, amb fonament a allò que disposa l'article 12.3 els Decrets precisos per a la recuperació i eficàcia de les normes anteriors a la successió d'ordenaments jurídics, anul·lades o suspeses per motius competencials pel Tribunal Constitucional i per la resta de tribuns, parant especial atenció a totes aquelles reguladores d'impostos i altres figures impositives, així com aquelles que desenvolupen eines per a la lluita contra la pobresa i la desigualtat social.
- A promoure, davant tots els estats i institucions el reconeixement de la República Catalana.
- A establir pel procediment corresponent i de conformitat amb allò que disposa l'article 15, la relació de tractats internacionals que ha-



PARLAMENT DE CATALUNYA

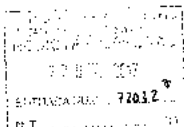


gin de mantenir la seva vigència, així com la d'aquells que hagin de resultar inaplicats.

- A establir, d'acord amb l'article 17, el règim d'integració, a l'Administració de la Generalitat de Catalunya, llevat de renúncia expressa dels mateixos; de tots aquells funcionaris, personal de l'estat espanyol, que fins a la data prestaven els seus serveis a l'administració general de Catalunya, a l'administració local de Catalunya, les universitats catalanes, l'administració de justícia, l'administració institucional de l'estat a Catalunya, o dels funcionaris, personal de l'estat espanyol, de nacionalitat catalana, que prestin els seus serveis fora de Catalunya.
- A donar coneixement al Parlament, de la relació de contractes, convenis i acords objecte de subrogació per part de la República Catalana, d'acord amb allò que disposa l'article 19.
- A impulsar un acord amb l'estat espanyol per a la integració del personal i la subrogació dels contractes previstos en els apartats IV i V, de conformitat amb allò que disposa l'article 20.
- A acordar tot allò que sigui precedent, així com adoptar les mesures necessàries per a l'exercici de l'autoritat fiscal, de la seguretat social, duanera i cadastral d'acord amb allò que disposen els articles 80, 81, 82 i 83, establint, si és el cas, els períodes de traspàs entre administracions necessaris per a un adequat servei públic.
- A promoure les actuacions i mesures legislatives necessàries per a la creació d'un banc públic de desenvolupament al servei de l'economia productiva.
- A promoure les actuacions i mesures legislatives necessàries per a la creació del Banc de Catalunya, amb les funcions de banc central, qui ha de vetllar per l'estabilitat del sistema financer.



PARLAMENT DE CATALUNYA



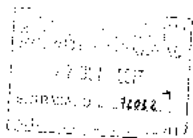
- A promoure les actuacions i mesures legislatives necessàries per a la creació de la resta de les autoritats reguladores, amb les funcions que els són inherents.
- A obrir un període de negociacions amb l'estat espanyol, segons allò que disposa l'article 82, per a determinar, si és el cas, i en quin grau, la successió de l'estat català mitjançant un acord, en drets i obligacions de caràcter econòmic i financer assumits pel regne d'Espanya.
- A elaborar un inventari del béns de titularitat de l'estat espanyol, radicats al territori nacional de Catalunya, a fi de fer efectiva la successió en la seva titularitat per part de l'estat català, de conformitat amb allò que disposa l'article 20.
- A elaborar una proposta de repartiment d'actius i passius entre el regne d'Espanya i la república de Catalunya, amb fonament als criteris internacionalment estandaritzats, obrint un període de negociació entre els representants d'ambdós estats, sotmetent l'acord assolit, si és el cas, a l'aprovació del Parlament de Catalunya.

El Parlament obre una investigació per a determinar les responsabilitats del Govern de l'Estat Espanyol, les seves institucions i òrgans dependents en la comissió de delictes relacionats amb la vulneració de drets fonamentals, individuals i col·lectius per evitar l'exercici del dret de vot del poble de Catalunya el passat 1 d'octubre.

Aquesta Comissió d'investigació estarà conformada per diputats dels grups parlamentaris i persones expertes de l'àmbit nacional i internacional, de l'Oficina Antifrau, de la Sindicatura de Greuges i de l'advocacia catalana i en representació de les entitats de defensa dels drets humans, procurant que hi siguin representades les organitzacions internacionals.



PARLAMENT DE CATALUNYA



Proposta de resolució 2

Procés constituent

El Parlament de Catalunya acorda:

Declarar l'inici i l'obertura del procés constituent.

Instar el govern de la Generalitat a:

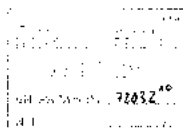
- a) Activar de manera immediata tots els recursos humans, públics i socials així com mitjans materials al seu abast, per a fer efectiu el procés constituent democràtic, de base ciutadana, transversal, participatiu i vinculant, que ha de culminar amb la redacció i aprovació de la constitució de la República per part del Parlament constituït en Assemblea Constituent que resulti de les eleccions constituents.
- b) Constituir en el termini de quinze dies el Consell assessor del procés constituent per tal d'assessorar en la fase deliberativa constituent liderat per la societat civil organitzada.
- c) Convocar, difondre i executar la fase decisòria del procés constituent, recollint les propostes sistematitzades al Fòrum Social Constituent, sotmetent-les a consulta ciutadana, que constituirà un mandat vinculant pel Parlament constituït en Assemblea Constituent que resulti de les eleccions constituents.
- d) Convocar eleccions constituents un cop culminades totes les fases del procés constituent.

Encoratjar a tots els agents cívics i socials per a què en el termini d'un mes, constitueixin la plataforma promotora del procés constituent o Pacte nacional pel procés constituent.

Constituir, en el termini de quinze dies, la Comissió parlamentària de seguiment del procés constituent, a fi d'emparar, que no interferir; la tasca de la plataforma promotora, garantint el desplegament dels seus



PARLAMENT DE CATALUNYA



treballs així com el compliment del termini semestral legalment definit per el seu desenvolupament i conclusions.

Encoratjar als ajuntaments a impulsar els debats constituents des de l'àmbit local promovent la participació de la societat civil, facilitant els recursos i espais propis necessaris pel desenvolupament correcte del debat ciutadà.

Palau del Parlament, 27 d'octubre de 2017

Lluís M. Corominas i Díaz
President del GP JS

Marta Rovira i Vergés
Portaveu del GP JS

Mireia Boya e Busquet
Presidenta del GP CUP-CC

Anna Gabriel i Sabaté
Portaveu del GP CUP-CC

